



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Département du pilotage de la mobilité
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2021-422

02/06/2021

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 16

Objet : Appel à candidatures : 16 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller aux affaires agricoles en Australie

Date limite de candidature : 01/07/2021

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles au Japon et en Corée

Date limite de candidature : 17/06/2021

Centre National de la Propriété Forestière :

- 1 poste de directeur-adjoint

Date limite de candidature : 25/06/2021

Office français de la biodiversité :

- 1 poste de directeur-adjoint

Date limite de candidature : 27/06/2021

FranceAgriMer

- 1 poste de chef de projet MOE/MOA

Date limite de candidature : 17/06/2021

- 1 poste de contrôleur pluri-filières

Date limite de candidature : 24/06/2021

- 1 poste d'adjoint Chef d'unité « Contrôles »

Date limite de candidature : 01/07/2021

- 1 poste de chargé(e) de projet

Date limite de candidature : 31/07/2021

- 1 poste de contrôleur(euse) de Gestion

Date limite de candidature : 17/06/2021

- 2 postes de référent technique contrôle qualité des denrées FEAD

Date limite de candidature : 24/06/2021

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de chef de service adjoint

Date limite de candidature : 10/06/2021

- 1 poste de chargé d'action

Date limite de candidature : 24/06/2021

- 1 poste de chef du service adjoint accompagnement et projets RH

Date limite de candidature : 02/07/2021

- 1 poste d'analyste fonctionnel
Date limite de candidature : 02/07/2021

Parc national de la Vanoise :

- 1 poste de responsable du pôle connaissances et gestion
Date limite de candidature : 25/06/202

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International
Conseiller pour les affaires agricoles en Australie
Zone d'activité régionale : Australie, Nouvelle-Zélande
Prise de poste souhaitée pour le 01/11/2021

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Canberra auprès de l'Ambassade de France en Australie, le Conseiller pour les affaires agricoles aura pour missions, dans sa zone de compétence et dans le cadre de la stratégie Europe et Internationale du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'agroalimentaire et des forêts des pays de la zone, ainsi que les orientations des politiques publiques relatives à ces domaines de compétence (agricole/sanitaire/alimentaire/pêche/forêt) et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, etc.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- en lien avec les délégations de l'Union européenne, de suivre les négociations et la mise en œuvre des accords de libre-échange entre l'Union européenne avec, d'une part, l'Australie et, d'autre part, la Nouvelle Zélande, en matière agricole, notamment les exportations et importations agro-alimentaires, la mise en œuvre des stipulations sanitaires et phytosanitaires (SPS) et en matière de développement durable relatives à l'agriculture et la protection des indications géographiques ;
- de relayer et de promouvoir auprès des autorités locales les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, Codex alimentarius, etc.) ;
- d'accompagner la préparation et la conduite en lien avec la DGAL et FranceAgriMer des négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires...) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et d'en assurer le suivi et l'évaluation. D'assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (FranceAgriMer, ENSV-FVI) ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la formation à l'international de l'image des produits agro-alimentaires français (SOPEXA) et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut

notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régionale, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;

- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et/ou du MAA notamment en ce qui concerne le « Programme France Export » de Business France, et les actions de la concession de service public de SOPEXA ;
- le cas échéant, de contribuer avec la Team France Export (Business France, CCI) et les instances concernées à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;
- de mettre en œuvre au sein du pôle la « stratégie Europe et international » du MAA, y compris « la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés », ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises pour les pays dont il a la charge ;
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents ;
- de représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

QUALITÉS REQUISÉES

- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières ;
- Grande autonomie, forte réactivité, rigueur, esprit d'initiative, et de synthèse ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE

01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Françoise SIMON –Sous-directrice internationale – DGPE

01 49 55 53 41– francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

**DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES**

Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles au Japon et en Corée

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2021

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Tokyo auprès de l'Ambassade de France au Japon, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité (conseiller agricole adjoint référent pour les questions sanitaires et phytosanitaires), le Conseiller pour les affaires agricoles au Japon aura pour missions, dans sa zone de compétence et dans le cadre de la stratégie Europe et Internationale du ministère de l'agriculture et de l'alimentation :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MAA, sur l'évolution des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'agroalimentaire et des forêts japonais et coréens, ainsi que les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche/forêt et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, etc.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, *Codex Alimentarius*, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, etc.) ;
- de suivre et d'accompagner la conduite par le conseiller agricole adjoint référent pour les questions sanitaires et phytosanitaires en lien avec la DGAL et FranceAgriMer, des négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires...) et, le cas échéant, de prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation. D'assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (FranceAgriMer, ENSV-FVI) ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la formation à l'international de l'image des produits agro-alimentaires français (SOPEXA), et les organisations représentatives professionnelles, le

développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régaliennes, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;

- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA notamment en ce qui concerne le programme France export de Business France, et les actions de la concession de service public de SOPEXA ;
- le cas échéant, de contribuer avec la Team France Export (Business France, CCI) et les instances concernées à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;
- d'organiser au sein du pôle la mise en œuvre de la « stratégie Europe et international » du MAA, y compris la « stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés », ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises, pour les pays dont il a la charge ;
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents ;
- de représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence ;
- au plan organisationnel, de diriger le pôle agriculture et alimentation du Service Economique Régional et d'animer l'équipe, composée d'un Conseiller adjoint, et d'un attaché sectoriel.

En tant que chef de pôle agricole, il assure l'animation, la coordination et la supervision du pôle, sur l'ensemble des champs de compétence du MAA, notamment :

- il veille à faire émerger, à favoriser et à entretenir l'esprit d'équipe ;
- il œuvre en lien avec le chef de SER pour créer un environnement de travail et une organisation du pôle favorisant au maximum les interactions entre ses membres et le développement de leurs compétences ;
- il veille à ce que la communication et l'échange d'information soit la plus fluide et efficace possible et permette à chacun de remplir son rôle aussi bien de titulaire et suppléant, notamment via des réunions de pôle ; il

répercute notamment les informations obtenues lors des réunions du SER, de chancellerie et/ou avec les partenaires extérieurs auxquelles les autres membres du pôle n'ont pas pu participer, le cas échéant ;

- il anime les discussions sur la construction du plan d'action et du rapport annuel du pôle et il organise régulièrement un suivi collectif de la réalisation du plan d'action ;
- il aide l'équipe à résoudre collectivement les problèmes rencontrés ;
- il planifie, en coordination avec les autres conseillers, les missions dans les autres pays de la zone ;
- il favorise et encourage l'innovation dans l'organisation du travail ;
- il effectue, en lien avec le chef de SER, les entretiens annuels des conseillers et autres agents du pôle.

QUALITÉS REQUISES

- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières.
- Grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur.
- Expérience d'animation d'équipe.
- Maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit (la maîtrise du Japonais est un plus).
- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable.
- Capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade.
- Aptitude à travailler dans un contexte multiculturel.
- Sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale.
- Autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE

01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Françoise SIMON –Sous-directrice international – DGPE

01 49 55 53 41– francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

La date limite de remise des candidatures est fixée à quinze jours après publication au BO AGRI.



Appel de candidature

Directeur-adjoint (H/F) de l'IDF

Service recherche et développement

du Centre National de la Propriété Forestière (CNPF)

EMPLOI PROPOSE

Intitulé du poste : Directeur-adjoint, il assiste le directeur sur l'ensemble de la direction de l'IDF mais est plus particulièrement en charge de quelques dossiers, en fonction de son profil particulier

Type de contrat : CDI de droit privé

Prise de poste prévue : 1er août 2021.

PRESENTATION DU CNPF

- Le CNPF (Centre national de la Propriété Forestière) a pour mission de développer, orienter et améliorer la production des forêts privées françaises en promouvant une gestion forestière durable auprès des propriétaires forestiers privés. C'est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère en charge de la forêt. Dans le cadre d'orientations nationales définies par le conseil d'administration et d'un contrat d'objectifs signé avec le ministre en charge de la forêt, les 11 délégations régionales (centres) et son service de R&D et d'innovation (Institut pour le Développement Forestier) coordonnées par une direction générale organisent et réalisent les missions de l'établissement auprès des propriétaires forestiers en région.
- Chaque centre dispose d'un conseil de centre composé d'élus des propriétaires forestiers de la région chargé de l'agrément des plans simples de gestion et de la priorisation des actions de développement (cf. code forestier).

DESCRIPTION DU POSTE

- L>IDF est une structure d'interface entre les CRPF et la recherche forestière. Composée de 35 personnes, et organisé en mode projet, l'équipe technique pilote des projets et des dossiers complexes. Il travaille en lien avec les Centres régionaux de la gestion sylvicole. Il s'occupe également de la formation externe et de l'édition –diffusion du CNPF. Ses activités visent à :
 - l'assemblage des connaissances scientifiques nouvelles pour co-construire des outils d'aide à la décision pour les sylviculteurs,
 - répondre aux questions de la gestion forestière dans le cadre de la gestion durable, en particulier dans un climat changeant,
 - la diffusion de connaissances, de méthodes et d'outils d'aide à la décision (formation et information).
- Le (la) directeur-adjoint aura pour missions, en fonction de son profil :
 - la suppléance du Directeur dans tous les cas,
 - l'organisation d'une veille sur les appels à projets ; la coordination des équipes pour y répondre,

- la représentation de l'IDF et du CNPF dans les instances de certains de nos partenaires,
- l'animation et management de certaines équipes,
- la participation aux instances internes selon les besoins,
- l'appui au directeur sur les aspects budgétaire et administratif,
- l'encadrement de la formation, en lien avec la responsable formation,
- la responsabilité qualité-activité au sein de l'IDF.

PROFIL

- Niveau bac + 5 minimum, formation Ingénieur forestier ou universitaire,
- Expérience dans le milieu de la recherche,
- Expérience réussie de management,
- Qualités relationnelles : animation d'équipe, capacité démontrée à travailler efficacement avec de nombreux acteurs, négociation et travail en équipe,
- Sens de l'organisation, rigueur, autonomie et esprit d'initiative.

Autres qualités qui seraient très appréciées :

- connaissance de la forêt privée,
- disponibilité,
- Anglais parlé et écrit.

AVANTAGES

- **25 jours** de congés annuel et **19 RTT** soit au total **44 jours** de repos (au prorata selon la présence et la quotité de travail) ;
- Tickets restaurants d'une valeur faciale de **8€** pris en charge à **60%** par l'employeur ;

SITUATION ADMINISTRATIVE

- Statut : Contrat de droit privé à durée indéterminée
- Localisation : Orléans,
- Rémunération : contrat de droit privé et rémunération selon les grilles du CNPF,
- Déplacements fréquents essentiellement en France.

PERSONNES A CONTACTER

Eric Sevrin, directeur de l'IDF 06 11 25 85 73 eric.sevrin@cnpf.fr

Claire Hubert, directrice générale du CNPF 01 47 20 19 01 claire.hubert@cnpf.fr

DEPÔT DE CANDIDATURES

Les candidats devront faire parvenir une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae précis à l'IDF 13 avenue des Droits de l'Homme 45921 Orléans Cedex 9 et sur la boîte mel eric.sevrin@cnpf.fr au plus tard le **25 juin 2021**. Les candidats présélectionnés seront invités à se présenter devant la commission de recrutement au cours de la semaine du **28 juin 2021** au siège du CNPF 47, rue de Chaillot à Paris ou par visioconférence.

Catégorie hiérarchique :	Encadrement supérieur
Intitulé du poste :	Directeur adjoint de la stratégie d'intervention financière et du contrôle de gestion (H/F)
Référence du poste :	DSIF-DIRADJ-F
Affectation :	Direction générale déléguée Ressources Direction de la stratégie d'intervention financière et du contrôle de gestion
Positionnement hiérarchique	Sous l'autorité du Directeur de la stratégie d'intervention financière et du contrôle de gestion
Résidence administrative :	Vincennes
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir soit par : - un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; - en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle)
Déposer une candidature :	Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence DSIF-DIRADJ-F à recrutement@ofb.gouv.fr
Date limite de dépôt des candidatures :	27 Juin 2021

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1^{er} janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité.

Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la réservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.)

La Direction de la stratégie d'intervention financière et du contrôle de gestion (DSIF) a pour mission d'élaborer la stratégie globale d'interventions et de partenariats, et d'optimiser l'utilisation de l'enveloppe financière dédiée à cette politique.

Elle est garante de la vue d'ensemble sur ce domaine. À ce titre, elle coordonne l'ensemble de la chaîne relative aux interventions, en lien avec les pôles administratifs des directions concernées. La DSIF est également en charge de la coordination de la mise en œuvre du Plan France relance à l'OFB (85 M€ en 2021-2022).

En 2021, le budget de l'OFB consacré aux interventions s'élève à 260 M€.

La DSIF met en œuvre le contrôle de gestion et le suivi de l'activité au sein de l'établissement dans un but d'optimisation des coûts et de rapportage sur les moyens engagés au regard des objectifs fixés. Elle contribue

aux réflexions sur les trajectoires budgétaires pluriannuelles dans un souci d'adéquation des moyens aux missions.

Plusieurs grands chantiers pluriannuels structurent l'activité de la DSIF, dans le cadre de sa montée en puissance. Tout d'abord, la contribution à l'élaboration du premier contrat d'objectifs et de performance entre l'État et l'OFB, ainsi que de la stratégie d'intervention et de partenariat qui en découlera. Ensuite, la maîtrise d'ouvrage d'un système d'information dédié à l'instruction, à l'approbation et au suivi de l'exécution des interventions. Par ailleurs, la DSIF doit mener une réflexion sur l'évolution de l'outil de suivi de l'activité de l'établissement et sur la montée en puissance de la fonction contrôle de gestion. Enfin, la DSIF assure la coordination en mode projet du Plan France relance pour l'ensemble de l'établissement.

La DSIF est composée de trois services à vocation transverse. Le service des partenariats en dépense est en charge du pilotage global et de la mise en œuvre des interventions en dépenses. Le service des partenariats en recette est en charge du pilotage global et de la mise en œuvre des interventions en recettes. Le service contrôle de gestion est en charge du suivi de l'activité de l'établissement et de l'analyse des coûts. Enfin, l'unité secrétariat de la Commission des interventions assure la coordination du processus d'approbation des conventions relevant de la compétence de la Commission des interventions du Conseil d'administration de l'OFB.

Description du poste :

Activités principales :

Le titulaire de poste seconde le directeur dans l'ensemble de ses activités, et dans le management des services et des agents. Il le remplace et assure son intérim en cas d'absence.

Il participe au processus de décision et à la définition des orientations stratégiques de la Direction. Il se verra confier plusieurs dossiers en propre.

Missions :

- Concevoir, en lien avec la direction de la l'appui aux stratégies de biodiversité, et mettre en œuvre la stratégie d'intervention et de partenariat de l'OFB ;
- Établir une trajectoire pluriannuelle des interventions de l'OFB, en lien avec les directions métier et la direction des finances, et assurer son suivi ;
- Contribuer à l'élaboration et au suivi du contrat d'objectifs et de performance entre l'État et l'OFB ;
- Coordonner et animer le processus d'approbation et de suivi d'exécution des projets d'intervention, tant en dépenses qu'en recettes ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage métier du projet de système d'information des interventions et contribuer aux chantiers d'évolution des systèmes d'information financiers et de ressources humaines.
- Coordonner la mise en œuvre du Plan France Relance pour l'ensemble de l'établissement ;
- Mettre en œuvre et développer les outils et les méthodes de contrôle de gestion, de la comptabilité analytique et de suivi de l'activité et de la performance ;
- Coordonner l'organisation et l'activité de la Direction.

RELATIONS LIEES AU POSTE

Relations internes :

- Les services de la DSIF
- Les autres directions de la direction générale déléguée aux ressources (notamment la Direction des finances, le Pôle juridique, la Direction des ressources humaines)
- Les autres directions de l'OFB (notamment les pôles administratifs et financiers des directions générales déléguées et la direction des outre-mer)
- L'agence comptable
- Membres du Conseil d'administration et de la Commission des interventions

Relations externes :

- Prestataires de l'OFB
- Contrôleur budgétaire de l'OFB
- Administrations de tutelle (ministère de la Transition écologique, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance)
- Secrétariat général du Plan de relance

PROFIL RECHERCHÉ

Fonctionnaire de catégorie A+ de filière générale (administrateur civil, administrateur territorial ou équivalent) ou technique (ingénieur), ou de catégorie A au profil confirmé, ou agent contractuel de niveau équivalent. Solides connaissances et expériences professionnelles réussies en matière de gestion budgétaire et comptable publiques, de préférence dans des établissements publics, des services de l'État ou des collectivités territoriales assurant la gestion de dispositifs d'intervention.

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES**Connaissances :**

- Expertise en matière de gestion budgétaire et comptable publiques (GBCP) et des modalités d'intervention financière
- Fortes connaissances en matière de droit public et des règles de l'achat public
- Bonne connaissance des outils bureautiques et des systèmes d'information financière

Savoir-faire opérationnel :

- Analyser et synthétiser
- Gérer des projets
- Concevoir des outils d'aide à la décision
- Conduire des projets transversaux
- Travailler en équipe et réseau
- Organiser son travail et hiérarchiser les priorités
- Rédiger, rendre compte
- Communiquer

Savoir-être professionnel :

- Capacités de dialogue et d'écoute, d'adaptation aux différents interlocuteurs
- Sens managérial
- Sens de l'initiative et de l'anticipation
- Rigueur d'organisation et de travail
- Curiosité et ouverture d'esprit.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de projet MOE/MOA

Direction Marchés, études et prospective - Service Analyse et fonctions transverses et multifilières
Unité Systèmes d'information économique

N° appel à candidature : 20157	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 21 - Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste susceptible d'être vacant – Prise de fonction au 01/09/2021	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement : Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	
Présentation de l'environnement professionnel : La Direction Marchés, études et prospective (MEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. En son sein, le service «Analyses et fonctions transversales et multifilières» est chargé d'apporter un éclairage économique sur les questions de moyen et de long terme en matière d'évolution des filières agricoles, ainsi que sur les évolutions concernant plusieurs d'entre-elles. Il contribue à l'évaluation des politiques publiques agricoles. Il a également en charge d'organiser la structuration et la mise à disposition de l'information économique.	
L'unité Système d'information économique a pour mission de développer le système d'information décisionnel répondant aux besoins de diffusion et d'analyse de données économiques et de contribuer à la mise en place et à l'évolution d'applications.	
Objectifs du poste <ul style="list-style-type: none"> - Compléter et organiser en bases de données partagées (entrepôt de données VISIOBase) les données économiques de référence ; 	

- Traiter tous types de données internes et externes pour répondre aux besoins exprimés de collecte de données ou d'analyse économique ;
- Accompagner des unités métier de MEP dans la maîtrise d'ouvrage pour la conception et la mise en place d'applications de collecte de données auprès d'opérateurs de la filière.

Missions et activités principales :

- Maîtrise d'œuvre (en mode projet, en lien avec les experts métier) : expertise des solutions techniques, définition de la structuration des données, programmation (pour insertion sécurisée de données fonctionnellement et techniquement hétérogènes en base, contrôles, mises à jour, calculs, restitutions sous des formes variées, réponses à des demandes ponctuelles), recette, mise à disposition d'outils pour les utilisateurs (le cas échéant), formation des utilisateurs, rédaction de la documentation (cahiers des charges, spécifications, guides utilisateurs...) ;
- Maîtrise d'ouvrage (en mode projet, en lien avec les experts métier et le service informatique), lorsque les développements sont externalisés auprès d'un prestataire externe : rédaction de cahiers des charges, validation des spécifications, suivi des développements, recette, participation aux comités de pilotage, gestion d'évolutions...;
- Gestion et administration du site VISIONet de diffusion des données et lien avec Etalab.

Relations fonctionnelles du poste :

Toutes les unités de MEP – autres unités à FranceAgriMer – service des systèmes d'information – services territoriaux - prestataires informatiques externes – services du MAA (DGPE, SSP...) – professionnels – administrations

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- connaissances approfondies en informatique

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des différents outils SAS : Client lourd, Entreprise Guide, SAS Studio ;
- Maîtrise du traitement des données notamment avec SAS et SQL ;
- Maîtrise de la gestion des bases de données (oracle notamment) ;
- Aptitude au pilotage de projets informatiques et à la maîtrise d'ouvrage ;
- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de sens des délais ; maîtrise des techniques de communication écrite et orale

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 et expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non ■

Poste à caractère sensible² : Oui Non ■

Poste à priviléges³ : Oui Non ■

Personnes à contacter

Patrick AIGRAIN – chef de service Analyses et Fonctions Transversales et Multifilières

Tél. : 01.73.30.25.74

patrick.aigrain@franceagrimer.fr

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Marie LECOCQ - cheffe de l'unité Système d'information économique

Tél. : 01.73.30.23.47

marie.lecocq@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

Mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Occitanie

Service FranceAgriMer – 76 allées Jean Jaurès -

CS 38037 - 31080 Toulouse Cedex 6

Contrôleur pluri-filières

N° appel à candidature : 20213	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Indiquer : Poste vacant– Prise de fonction au 01/12/21	Localisation : Toulouse
Conditions de recrutement :	

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le service est chargé de la mise en œuvre au plan régional des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage. Il effectue le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et communautaires octroyées à ces filières, et contribue également au suivi de la conjoncture et l'animation régionale des filières. Il assume enfin des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, productions animales et grandes cultures.

Il est organisé en 5 unités :

- Une unité Productions animales et végétales
- Une unité « OCM viticole - Restructuration et à la reconversion du vignoble »
- Une unité « OCM viticole - Aides aux investissements des entreprises viti-vinicoles »
- Une unité certification des bois et plants de vigne et des vins sans IG
- Une unité Contrôles

Il concourt par ailleurs aux deux missions transversales rattachées à la direction de la DRAAF : « durabilité de l'agriculture » et « gouvernance des bassins économiques et la coordination des stratégies de filières agricoles et agroalimentaires ».

Les agents affectés au sein de ces unités sont situés à Montpellier et Toulouse, en fonction notamment d'une logique de proximité.

Objectifs du poste

Assurer, au sein de l'unité Contrôles, des contrôles en entreprise et/ou en exploitation de type physique et documentaire conformément aux réglementations nationales et communautaires et dans le respect des procédures.

Contribuer à assurer le relais d'information entre l'établissement et les professionnels

Missions et activités principales :

Préparer les contrôles (phase administrative), contrôler sur place, établir les rapports de contrôle, valider, le cas échéant, dans les applications informatiques

Participer à la formation des agents contractuels

Informier les professionnels sur les dispositifs relevant de l'Etablissement

Relations fonctionnelles du poste :

- Services de la DRAAF, services siège FAM, autres services territoriaux FAM,
- Services administratifs régionaux (DGDDI, DDTM,...)
- Organisations professionnelles
- Producteurs
- Salariés et dirigeants des entreprises contrôles

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de la réglementation des secteurs concernés
- Connaissance des techniques viticoles
- Connaissance de l'organisation des secteurs viticoles et fruits et légumes
- Connaissance des procédures de contrôle sur le terrain et en entreprise
- Maîtrise des techniques de contrôle
- Connaissance en comptabilité générale
- Maîtrise des outils bureautiques

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les circuits d'instruction et les procédures de contrôles.
- Savoir organiser et planifier ses tâches dans le respect des délais.
- Savoir utiliser les outils de mesures (GPS)
- Savoir lire et comprendre les documents comptables et administratifs des entreprises
- Savoir rédiger les rapports de contrôle en énumérant les investigations menées et les constatations qui en découlent
- Travail en équipe ; Sens du relationnel

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+2 et expérience sur des fonctions similaires souhaitée

Contraintes du poste :

Déplacements sur l'ensemble de la région Occitanie

Poste clé¹ :	Oui	Non X
--------------------------------	-----	-------

Poste à caractère sensible² :	Oui X	Non
---	-------	-----

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

Poste à priviléges³ :	Oui	Non X
Personnes à contacter		
Pierre LABRUYERE, Chef du service territorial FranceAgriMer Occitanie Tel : 04 67 07 81 16 pierre.labruyere@franceagrimer.fr		
Stéphane BOUNEAU, adjoint au Chef du service territorial FranceAgriMer Occitanie Tél : 05 34 41 96 26 stephane.bouneau@franceagrimer.fr		
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35		
Conditions de travail		
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.</i>		
DATE LIMITÉE DE CANDIDATURE : 24/06/2021		
Le dossier de candidature doit comporter : <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.		

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

NOUVELLE AQUITAINE

Adjoint Chef d'unité « Contrôles »

N° appel à candidature : 20214	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste vacant	Localisation : Bordeaux (33) ou Bergerac (24) 33 rue Edmond Michelet / 33000 Bordeaux ou Pôle viticole - ZA Vallade Sud- 24100 BERGERAC
Conditions de recrutement :	

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine présente la particularité d'avoir ses ressources mises à disposition par voie de convention entre le directeur général de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, et le Préfet de région pour l'exercice, en région, des politiques de l'établissement (appui aux filières agricoles, interventions financières, suivi de l'organisation économique, contrôles des aides européennes).

Le service composé de 70 agents repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges) et s'inscrit dans un mode de gouvernance profondément renouvelé. Le pilotage en est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et de deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.

Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Contrôles » assure le contrôle des aides communautaires, nationales et de dispositifs spécifiques dans le respect des guides de procédure ainsi que des contrôles normatifs de produits.

L'unité « Contrôles » repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges). Le pilotage en est assuré par un chef d'unité basé à Bordeaux et de deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux ou Bergerac.

Objectifs du poste

Assurer, sous l'autorité hiérarchique du chef de service et en lien avec le chef de l'unité « Contrôles » basé à Bordeaux, le pilotage, l'encadrement et l'animation d'une équipe de contrôleurs chargés de missions techniques ou de contrôles, dans le respect des guides de procédure.

Il s'agit notamment de contrôles :

- d'aides communautaires (liés à l'OCM Fruits et Légumes, à l'OCM Vin, aux programmes sociaux, aux mesures exceptionnelles de gestion de crise toutes filières),
- d'aides nationales et de dispositifs spécifiques (vergers, investissements matériels en entreprise, apiculture, équarrissage, suivi des marchés animaux, cotations, enquêtes, prélèvements, obligations de collecteurs),
- des contrôles normatifs de produits (Bois et plants, VSIG, pesée classement marquage des carcasses, agrément et suivi des classificateurs).

Missions et activités principales :

- Encadrer et animer une équipe d'environ 30 agents titulaires itinérants et quelques CDD répartis sur quatre sites ;
- Organiser et planifier les missions dans des délais impartis et dans le respect des guides de contrôle et de procédure ;
- Assurer le suivi continu, la supervision et la validation des contrôles ;
- Assurer le suivi et la diffusion de la réglementation et des procédures en collaboration avec les agents référents et en relation avec les services du siège ;
- Assurer le suivi des tableaux de bord et le pilotage en relation avec le chef de service ;
- Assurer le lien avec l'unité Contrôles du siège de FranceAgriMer.

Relations fonctionnelles du poste :

Bénéficiaires des différents dispositifs notamment professionnels et entreprises des différentes filières agricoles ;

Equipe de l'unité Contrôles du siège de FranceAgriMer ;

Chefs des unités du service et des autres services de la DRAAF ;

Représentants d'autres administrations.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des politiques agricoles, des réglementations nationales et communautaires ;
- Connaissance des filières agricoles ;
- Connaissance en comptabilité générale des entreprises ;
- Connaissance approfondie des procédures de contrôle ;
- Connaissance du contexte des organismes payeurs

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures nationales et communautaires dans le domaine agricole ;
- Maîtrise des techniques spécifiques de contrôle ;
- Maîtrise des applications spécifiques ;
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale et de management ;
- Animation de réunions ;
- Autonomie, adaptabilité et réactivité ;
- Aptitude à l'organisation, la planification ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Aptitude au dialogue et à la négociation.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ :	Oui	Non x
--------------------------------	-----	-------

Poste à caractère sensible² :	Oui x	Non
---	-------	-----

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

Poste à priviléges³ :	Oui	Non x
Personnes à contacter		
Valérie LAPLACE, Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine valerie.laplace@franceagrimer.fr – Tel : 05 35 31 40 20		
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35		
Conditions de travail		
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.</i>		
DATE LIMITÉE DE CANDIDATURE / 01/07/2021		
Le dossier de candidature doit comporter : <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.		

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) de projet

Secrétariat général / Service « appui au pilotage »

N° appel à candidature : 20207	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration
Filière d'emploi : 1 - Élaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	Localisation : MONTREUIL 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le poste est rattaché au service « appui au pilotage » au sein du Secrétariat général. Ce service est chargé du pilotage des projets transverses à l'établissement, de l'amélioration des processus de pilotage, du suivi des documents stratégiques, de l'animation du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) et de la coordination des relations institutionnelles. Il est composé d'une cheffe de service (A+) et de 5 collaborateurs (4 cat. A et 1 cat. B).

Objectifs du poste

Contribuer au pilotage et à l'animation des projets transverses dont le service « appui au pilotage » a la charge,

dans toutes leurs dimensions : stratégique, financière, RH, juridique, organisationnelle et technique.
Accompagner les évolutions des organisations et des processus au sein de l'établissement.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la cheffe de service, et en collaboration avec un ou plusieurs membres du service, la-le chargé(e) de projet assure les missions suivantes :

- Contribuer à l'élaboration et à la conduite d'un projet conformément aux objectifs définis et aux décisions prises ;
- Analyser le besoin, identifier et mobiliser les différents acteurs concernés ;
- Réaliser les éventuelles études et analyses utiles au cadrage du projet (objectifs et mesures des impacts des différents scénarios envisageables) ;
- Proposer des solutions efficaces et adaptées aux objectifs fixés ;
- Assurer le suivi du projet ;
- Proposer et mettre en place l'organisation (groupes de travail, réseaux, échanges de pratiques...), et les supports appropriés (enquêtes, tableaux de pilotage, supports de communication...) ;
- Participer à la communication sur les objectifs et l'avancement du projet, ainsi qu'au dialogue avec les différents acteurs concernés aux étapes-clés du projet ;
- Accompagner les transformations et proposer des solutions d'ajustement en termes d'outils et d'appui à l'ensemble des acteurs.

Relations fonctionnelles du poste :

- À l'extérieur : Ministère chargé de l'agriculture, notamment les services du Secrétariat général, autres opérateurs de la sphère agricole.
- En interne : Collaboration étroite avec les autres services du Secrétariat général, tous les services et personnels de FranceAgriMer.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de l'établissement et de son fonctionnement
- Méthodes de conduite et de gestion de projet et d'évaluation
- Culture pluridisciplinaire
- Réglementation juridique, RH et financière
- Organisation, méthode et processus

Savoir-faire / Maîtrise

- Analyser un besoin
- Evaluer une procédure ou une activité
- Coordonner différents acteurs
- Animer, mobiliser un collectif de travail
- Sens des relations humaines
- Être à l'écoute
- Autonomie et réactivité
- Aptitude au travail en équipe
- Aptitude à communiquer efficacement

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹:	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible²:	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³:	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Personnes à contacter

Charlotte VOISINE, Cheffe du service « appui au pilotage »
charlotte.voisine@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 71

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITÉE DE CANDIDATURE : 31/07/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Contrôleur(euse) de Gestion

Secrétariat Général / Service des Affaires Financières /Unité Achats

N° appel à candidature : 20212	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière, budgétaire et comptable	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement :	

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le poste est rattaché au Service des affaires financières au sein du Secrétariat général, et à la responsable du Contrôle de gestion.

Le service est composé, en outre, de deux unités (budgétaire/contrôle interne et achats/marchés). Il assure la gestion des crédits de fonctionnement et d'intervention de l'établissement, l'efficience et la régularité des achats par appels d'offres, ainsi que la gestion du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI).

Objectifs du poste

Produire les coûts de gestion des activités de l'établissement selon le schéma de gestion défini.
Participer à la définition, au suivi de la production et à l'analyse des tableaux de bord des services métiers et support relevant du périmètre de responsabilité du contrôleur de gestion

Missions et activités principales :

- Maintenir à jour à jour et faire des propositions du schéma de gestion
- Vérifier régulièrement la fiabilité des éléments du schéma de gestion
- Produire les situations analytiques annuelles et intermédiaires, préparer et analyser les coûts de gestion, préparer les éléments de reporting auprès des tutelles et des organismes de contrôles externes
- Répondre à des besoins d'analyses ponctuelles et spécifiques
- Produire, recueillir ou valider les résultats des indicateurs définis dans les outils de pilotage (tableaux de bord, suivi des lettres d'objectifs et du contrat d'objectif et de performance)
- Participer à la mise en place du système d'information décisionnel dans la définition des informations et le paramétrage de certains modules concernant les tableaux de bord de pilotage et l'information financière

Relations fonctionnelles du poste

Responsable et agents de l'ensemble des entités de FranceAgriMer

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances approfondies en comptabilité générale, comptabilité analytique et techniques du contrôle de gestion.
- Bonnes connaissances des règles de la comptabilité publique.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils bureautique (dont Access, BO) et des outils de gestion budgétaire et comptable (la connaissance de l'outil SIREPA est un plus), ainsi que des techniques de communication orale et écrite.
- Qualités : Bon relationnel, aptitude au travail en équipe, sens du service, rigueur, méthode et organisation, esprit d'analyse et de synthèse, capacité d'adaptation et sens de l'initiative (être proactif)

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Poste clé¹ : Oui Non ■

Poste à caractère sensible² : Oui Non ■

Poste à priviléges³ : Oui Non ■

Personnes à contacter

Alexandre, Censoni ; chef de service affaires financières
courriel : alexandre.censoni@franceagrimer.fr Tel 01 73 30 22 28
Atika Levy, responsable Contrôle de gestion Tel: 01.73.30.23.59
atika.levy@franceagrimer.fr

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Tél. : 01 73 30 22 35
Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITÉE DE CANDIDATURE : 17/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Référent technique contrôle qualité des denrées FEAD

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité / Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 20215	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement : Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le cadre du Fonds Européens d'Aide en faveur des plus Démunis (FEAD), l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des interventions de FranceAgriMer achète, par l'intermédiaire d'un marché public, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire. L'unité est composée de 22 agents, dont 12 dans le pôle « aide aux plus démunis ».

Objectifs du poste

Concourir à la conception des référentiels techniques par produit qui caractérisent les denrées achetées, à la mise en place d'un système qualité permettant de garantir la conformité des produits livrés dans le cadre des marchés d'achat de denrées et apporter son expertise à l'étude des cas de non-conformité ainsi qu'un appui à la rédaction des procédures relatives à ces tâches.

Missions et activités principales :

- Rédiger / mettre à jour les référentiels techniques par produit en fonction des évolutions réglementaires.
- Participer à la rédaction du marché d'achat de denrées (notamment concernant le système qualité produit à mettre en œuvre) et du marché « analyses ».
- Participer à l'analyse des offres de ces deux marchés (achat de denrées et « analyses »).
- Contribuer à l'analyse de risques et au plan de contrôle en lien avec le système qualité mis en œuvre.
- Expertiser les résultats des différents types de contrôle mis en œuvre et le cas échéant rédiger un argumentaire justifiant la décision prise (conformité ou non-conformité).
- Contribuer à l'élaboration des tableaux de bord pour le suivi de l'activité du pôle.
- Participer aux travaux transverses de l'unité.

Relations fonctionnelles du poste

- Les agents de l'unité
- Les services support sollicités pour les mesures en faveur des plus démunis
- Les corps de contrôle interne et externe
- Les fournisseurs / les prestataires
- Les services de la direction générale de la cohésion sociale et de la Commission européenne.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Gestion des systèmes qualité des denrées alimentaires
- Connaissance des normes de certification des entreprises agro-alimentaire de type IFS/BRC ou équivalentes

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin aux candidats pour s'approprier les domaines d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise

- Pratiquer le travail en équipe.
- Maîtrise des outils bureautiques.
- Rigueur, capacité d'analyse et de synthèse.
- Qualité rédactionnelle.
- Savoir rendre compte.
- Techniques de communication écrite et orale.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3

Expérience dans fonction similaire souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à priviléges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Christophe DASSIE, chef du service certificats, marchés et qualité
Tel : 01 73 30 22 51 courriel : christophe.dassie@franceagrimer.fr

Cécile HERBILLON, cheffe de l'unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie
Tel: 01 73 30 23 80 courriel : cecile.herbillon@franceagrimer.fr

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Céline FRANÇOISE, responsable du pôle aide aux plus démunis
Tel : 01 73 30 27 35 courriel : celine.francoise@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tel: 01.73.30.22.35 courriel : mobilité@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 24/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Référent technique contrôle qualité des denrées FEAD

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité / Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 20216	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement : Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le cadre du Fonds Européens d'Aide en faveur des plus Démunis (FEAD), l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des interventions de FranceAgriMer achète, par l'intermédiaire d'un marché public, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire. L'unité est composée de 22 agents, dont 12 dans le pôle « aide aux plus démunis ».

Objectifs du poste

Concourir à la conception des référentiels techniques par produit qui caractérisent les denrées achetées, à la mise en place d'un système qualité permettant de garantir la conformité des produits livrés dans le cadre des marchés d'achat de denrées et apporter son expertise à l'étude des cas de non-conformité ainsi qu'un appui à la rédaction des procédures relatives à ces tâches.

Missions et activités principales :

- Rédiger / mettre à jour les référentiels techniques par produit en fonction des évolutions réglementaires.
- Participer à la rédaction du marché d'achat de denrées (notamment concernant le système qualité produit à mettre en œuvre) et du marché « analyses ».
- Participer à l'analyse des offres de ces deux marchés (achat de denrées et « analyses »).
- Contribuer à l'analyse de risques et au plan de contrôle en lien avec le système qualité mis en œuvre.
- Expertiser les résultats des différents types de contrôle mis en œuvre et le cas échéant rédiger un argumentaire justifiant la décision prise (conformité ou non-conformité).
- Contribuer à l'élaboration des tableaux de bord pour le suivi de l'activité du pôle.
- Participer aux travaux transverses de l'unité.

Relations fonctionnelles du poste

- Les agents de l'unité
- Les services support sollicités pour les mesures en faveur des plus démunis
- Les corps de contrôle interne et externe
- Les fournisseurs / les prestataires
- Les services de la direction générale de la cohésion sociale et de la Commission européenne.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Gestion des systèmes qualité des denrées alimentaires
- Connaissance des normes de certification des entreprises agro-alimentaire de type IFS/BRC ou équivalentes

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin aux candidats pour s'approprier les domaines d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise

- Pratiquer le travail en équipe.
- Maîtrise des outils bureautiques.
- .
- Rigueur, capacité d'analyse et de synthèse.
- Qualité rédactionnelle
- Savoir rendre compte.
- Techniques de communication écrite et orale.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3

Expérience dans fonction similaire souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non ■

Poste à caractère sensible² : Oui Non ■

Poste à priviléges³ : Oui Non ■

Personnes à contacter

Christophe DASSIE, chef du service certificats, marchés et qualité
Tel : 01 73 30 22 51 courriel : christophe.dassie@franceagrimer.fr

Cécile HERBILLON, cheffe de l'unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie
Tel: 01 73 30 23 80 courriel : cecile.herbillon@franceagrimer.fr

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Céline FRANÇOISE, responsable du pôle aide aux plus démunis
Tel : 01 73 30 27 35 courriel : celine.francoise@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tel: 01.73.30.22.35 courriel : mobilité@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 24/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

CHEF DE SERVICE ADJOINT (H/F)

Service Contrôles – Bi-sites Poitiers / Limoges

N° du poste : R86052	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : 3
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Avec 160 ETP titulaires et de nombreux contractuels, la DR Nouvelle-Aquitaine est implantée sur 3 sites (Bordeaux, Poitiers et Limoges) et comprend 7 services dont 4 services multi sites.</p> <p>L'encadrement du service Contrôles est composé d'un(e) chef(fe) de service basé à Poitiers et de deux adjoints (1 à Limoges et 1 à Poitiers).</p> <p>Constitué d'une équipe d'environ 30 agents permanents ainsi que d'agents en CDD, le service assure des missions de contrôle dans le domaine du paiement des aides européennes aux surfaces agricoles, aux animaux et à des aides en faveur de projets agricoles et ruraux (RDR).</p>
Objectifs du poste	<p>Au plan régional, l'objectif d'un traitement en tous points équitable des départements de la région, y compris ceux relevant du service de Bordeaux, font du pilotage régional, de la mutualisation des ressources, et de l'équilibre des compétences un enjeu de premier plan placé sous la supervision du directeur régional et de ses adjoints. Le titulaire du poste sera à ce titre partie prenante du CODIR contrôles en charge du pilotage de la campagne de contrôles à l'échelle de la direction régionale.</p>

	<p>Au niveau du service bi sites, le titulaire du poste basé à Poitiers appuiera le (la) chef(fe) de service dans l'atteinte des objectifs propres au service et en particulier, s'agissant d'une fusion de deux services existants, il contribuera à fédérer les équipes des deux sites mais en lien avec le service de Bordeaux, en recherchant l'harmonisation des pratiques et la mutualisation des ressources. Le titulaire contribuera à ce titre à l'animation d'ensemble du service dans le cadre fixé par le chef de service.</p> <p>Au niveau de l'équipe de Poitiers, le titulaire sera plus particulièrement chargé d'encadrer les agents du service sur le site de Poitiers et s'appuiera pour ce faire sur deux chefs de secteurs.</p>				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Le (la) titulaire du poste aura notamment à accomplir les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Superviser l'ensemble des secteurs d'activité du service plus particulièrement sur le site de Poitiers - Animer les équipes du service à Poitiers : définition des objectifs et des priorités, planning, animation des réunions, relevés de décision - Accompagner le changement - Veiller à la cohésion d'équipe - Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants - Accompagner le parcours professionnel des agents - Prendre part à la conduire des projets du service, au sein de la DR Nouvelle-Aquitaine et en lien étroit avec le service de Bordeaux. - Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes - Suivre les tableaux de bord de l'activité et des résultats du service - Participer au CODIR site de Limoges et de Poitiers (par suppléance du chef de service ou de l'adjointe de limoges) - Déplacements réguliers sur la région Nouvelle-Aquitaine principalement dans les départements affectés au site de Poitiers et disponibilité nécessaires. 				
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Partenaires institutionnels (DDT(M), DD(CS)PP, EDE, DRAAF, DREAL, Région...) - Directions du siège de l'ASP - Autres services des contrôles au sein de la direction régionale - Autres services du site 				
Compétences liées au poste	<table border="1"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Savoirs :</th><th style="text-align: center;">Savoir-faire :</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ; - Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes ; </td><td> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux ; - Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre ; </td></tr> </tbody> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ; - Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux ; - Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre ;
Savoirs :	Savoir-faire :				
<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ; - Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux ; - Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre ; 				

	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des techniques de communication écrite et orale ; - Savoir rendre compte, déléguer et être disponible ; - Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet ; - Capacité d'anticipation des difficultés et d'alerte ; - Capacité à travailler en réseau, fort esprit d'équipe 	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques ; - Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés ou de l'activité
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Madame Véronique GELIS – Cheffe du service Administratif et Financier -: veronique.gelis@asp-public.fr - <u>Tél</u> : 05 55 11 57 08</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH – Conseiller recrutement, mobilité et formation – mobilite@asp-public.fr – <u>Tél</u> : 05 55 12 00 64</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Direction générale

Service de la Certification Européenne et des Actions Internationales

Antenne du Siège de l'ASP – 12, rue Rol Tanguy, 93100 Montreuil

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

Chargé d'action (H/F)

Certification et contrôles externes FEAGA et FEADER SIGC

N° du poste : M11002	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	Groupe RIFSEEP : 4
Poste susceptible d'être vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Le SCEI (service de la certification européenne et des actions internationales) est rattaché à la Direction Générale (www.asp-public.fr/mediatheque/organigramme-de-lasp).</p> <p>Au sein du SCEI, le poste de chargé d'action est rattaché au secteur de la coordination des audits de certification et communautaires ; ce secteur organise les échanges avec les corps d'audit externes, français et européens, qui certifient les comptes et vérifient la conformité de son activité.</p> <p>Par ailleurs, le SCEI assure deux autres missions :</p> <ul style="list-style-type: none">- autorité de certification des dépenses du FEAMP- organisation des échanges avec les autres organismes payeurs européens
Objectifs du poste	<p>Le (la) chargé(e) d'action assure la coordination des audits externes menés par la CCCOP (Commission de certification des comptes des organismes payeurs), la Commission européenne et la Cour des comptes européenne sur les aides du FEAGA et du « Feader SIGC » (aides basées sur les surfaces).</p> <p>Il (elle) organise les échanges entre les corps d'audit externe et les services gestionnaires de l'ASP ou ses délégataires.</p> <p>Ce poste offre l'opportunité de développer une connaissance et une expertise approfondies de la gestion des aides agricoles, de son</p>

	organisation, de son cadre réglementaire, de sa gouvernance et de ses enjeux.				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser et préparer les missions menées par les corps d'audit externes - Suivre les missions et le cas échéant les accompagner sur place - Coordonner les échanges entre les auditeurs externes et les services gestionnaires (directions du siège, directions régionales de l'ASP, autorités de gestion, services instructeurs et ministère en charge de l'agriculture) - Participer à l'élaboration des réponses aux auditeurs et les consolider - Produire les bilans annuels de contrôles <p>Des déplacements au siège de l'ASP à Limoges, en DR ASP, en services déconcentrés et à Bruxelles sont à prévoir.</p>				
Champ relationnel du poste	En relation fréquente avec les directions du siège, les directions régionales de l'ASP, les services centraux et déconcentrés du MAA et les auditeurs externes.				
Compétences liées au poste	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Savoirs :</th><th style="text-align: center;">Savoir-faire :</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Première expérience de la gestion des aides de la PAC (FEAGA / FEADER) : organisation, acteurs, réglementation, procédures, Intérêt pour la gestion administrative Intérêt pour l'approche juridique Maîtrise des outils bureautiques (word-excel).</td><td>Autonomie Bonne qualité rédactionnelle Bonne organisation, capacité à s'adapter aux priorités et à tenir des délais, réactivité Qualités relationnelles vis-à-vis des différents interlocuteurs Aptitude à travailler en équipe, en réseau, à rendre compte à ses collègues, à sa hiérarchie.</td></tr> </tbody> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	Première expérience de la gestion des aides de la PAC (FEAGA / FEADER) : organisation, acteurs, réglementation, procédures, Intérêt pour la gestion administrative Intérêt pour l'approche juridique Maîtrise des outils bureautiques (word-excel).	Autonomie Bonne qualité rédactionnelle Bonne organisation, capacité à s'adapter aux priorités et à tenir des délais, réactivité Qualités relationnelles vis-à-vis des différents interlocuteurs Aptitude à travailler en équipe, en réseau, à rendre compte à ses collègues, à sa hiérarchie.
Savoirs :	Savoir-faire :				
Première expérience de la gestion des aides de la PAC (FEAGA / FEADER) : organisation, acteurs, réglementation, procédures, Intérêt pour la gestion administrative Intérêt pour l'approche juridique Maîtrise des outils bureautiques (word-excel).	Autonomie Bonne qualité rédactionnelle Bonne organisation, capacité à s'adapter aux priorités et à tenir des délais, réactivité Qualités relationnelles vis-à-vis des différents interlocuteurs Aptitude à travailler en équipe, en réseau, à rendre compte à ses collègues, à sa hiérarchie.				
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u> M. Emmanuel de Laroche – Chef du Service de la certification européenne et des actions internationales Tél. : 01 73 02 18 50 courriel : emmanuel.de-laroche@asp-public.fr</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u> Céline GADY-FEYSSAT - Conseillère en recrutement, mobilité et formation Siège ASP tél : 05 55 12 00 56 courriel : mobilite@asp-public.fr</p>				



Agence de Services
et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
Secrétariat général – Direction des Ressources Humaines
2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

Chef du service adjoint accompagnement et projets RH (H/F)

N° du poste : L02053	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	Groupe RIFSEEP ASP : 3
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de plus de 2 000 agents et 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction des Ressources Humaines assure le pilotage des effectifs et de la masse salariale, des compétences, la carrière, la gestion administrative et la paie, le recrutement et la formation, le dialogue social. Elle accompagne le changement des ressources de l'agence, les agents dans leurs parcours professionnels et veille à la qualité de vie au travail et à la sécurité des agents.</p>
Objectifs du poste	<p>Assurer, en lien avec la Cheffe de service, l'organisation du service composé de cinq agents (dont deux assistantes sociales) et de l'activité accompagnement des agents et des structures.</p> <p>Conduire des projets liés aux ressources humaines.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none">- Définir et faire évoluer l'offre de services accompagnement (individuel, collectif et social)- Assurer, dans le cadre des accompagnements collectifs, des interventions auprès des directions et services de l'établissement- Piloter les prestations confiées à des consultants- Conduire des projets RH (évolution des métiers, télétravail, politique maintien dans l'emploi...)- Contribuer aux projets de l'établissement (accompagnement au changement)- Animer des groupes de travail- Assurer l'intérim du chef de service et représenter le service- Valoriser l'activité du service (bilans, communication) <p>Ces fonctions peuvent nécessiter des déplacements sur site.</p>
Champ relationnel du poste	<p>En interne : toutes les directions régionales et directions du siège, les agents, les organisations syndicales</p> <p>En externe : prestataires, réseaux interministériels, services du ministère en charge de l'agriculture</p>

Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	Maîtrise du management des ressources humaines Maîtrise des techniques d'animation et d'intervention Maîtrise des techniques managériales Notions appréciées en sciences sociales	Forte capacité d'écoute et d'analyse Expérience avérée en management Expérience avérée en animation et conduite de projet Qualités rédactionnelles indispensables
Personnes à contacter	Mme Stéphanie ROUVERON , Directrice des Ressources Humaines Tél. 05 55 12 00 53 – courriel : stephanie.rouveron@asp-public.fr Mme Sylvie HOUDRE-DUBOIS , Directrice adjointe des Ressources Humaines Tél. 05 55 12 00 57 – courriel : sylvie.houdre-dubois@asp-public.fr Mme Carole BEYSSAC , Conseillère en recrutement, mobilité et formation (DRH/SEEC) Tél. 05 55 12 00 87 - courriel : mobilite@asp-public.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**Agence de services et de paiement**

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE (DDRP)
DIRECTION DES OPÉRATIONS RDR4

Siège Limoges – 2, rue du Maupas
87040 LIMOGES Cedex 1

ANALYSTE FONCTIONNEL (H/F)

« En charge d'assistance à maîtrise d'ouvrage »

N° du poste : L14138

Catégorie : A

**Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 1**

Groupe RIFSEEP ASP : 3

Poste vacant

**Présentation de
l'environnement
professionnel**

L'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel riche de ses plus de 2000 collaborateurs en relation directe avec 13 ministères. En pleine expansion, il est l'un des premiers opérateurs de l'État avec un budget conséquent de plus de 19 milliard d'€ qui lui permet, aujourd'hui, d'innover et d'être performante. Par ailleurs, elle est le principal payeur des aides à l'emploi et le premier payeur européen d'aides agricoles.

Au sein de l'Agence, la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP) est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du développement rural (hors SICG, de certaines aides nationales, ainsi que celles liées à la pêche) et assure la maîtrise d'ouvrage des outils de gestion des fonds européens (FEADER et FEAMP).

Au sein de la DDRP, la Direction des Opérations RDR4 est chargée de concevoir et de construire les différentes solutions logicielles nécessaires à l'instrumentation des dispositifs FEADER de la prochaine programmation de la PAC (dite RDR4).

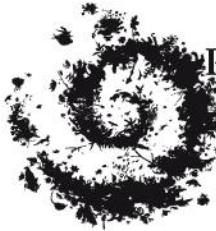
Le poste proposé est rattaché au Directeur des Opérations RDR4 adjoint.

Objectifs du poste

Au sein de la Direction des Opérations RDR4, le titulaire aura en charge la production et la maintenance des livrables attendus d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA), ainsi que les relations avec la maîtrise d'oeuvre (MOE) et la maîtrise d'ouvrage (MOA).

Cette responsabilité pourra lui être confiée dans le cadre d'un ou plusieurs projets du futur système d'information RDR4.

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser le besoin exprimé par les maîtrises d'ouvrages - Rédiger et valider une expression de besoins - Animer des ateliers de travail avec le métier et/ou la maîtrise d'œuvre - Valider les spécifications (générales ou détaillées) rédigées par la maîtrise d'œuvre - Appuyer la recette applicative (définir une stratégie de tests, mettre en place une campagne de tests et valider les résultats) - Rédiger des manuels utilisateurs et aides en ligne, - Assurer les formations et la production des supports de formation - Appuyer l'assistance utilisateurs dans l'analyse des incidents complexes - Assurer la maintenance corrective et adaptative 				
Champ relationnel du poste	Le titulaire du poste sera en contact étroit avec la maîtrise d'ouvrage (ASP, Ministères et Régions) et la maîtrise d'œuvre (ASP et ses sous-traitants)				
Compétences liées au poste	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Savoirs</th><th style="text-align: center;">Savoir-faire</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance des méthodes projet (planification, cycles projet, méthodes de conception...) - Expérience dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage - Bonne maîtrise des outils bureautiques - Une connaissance des systèmes de gestion internes de l'ASP serait appréciée </td><td> <ul style="list-style-type: none"> - Fortes capacités d'analyse et d'expertise - Rigueur et précision - Capacité à travailler en équipe - Capacité à encadrer une équipe - Réactivité - Qualités rédactionnelles - Qualités relationnelles </td></tr> </tbody> </table>	Savoirs	Savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance des méthodes projet (planification, cycles projet, méthodes de conception...) - Expérience dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage - Bonne maîtrise des outils bureautiques - Une connaissance des systèmes de gestion internes de l'ASP serait appréciée 	<ul style="list-style-type: none"> - Fortes capacités d'analyse et d'expertise - Rigueur et précision - Capacité à travailler en équipe - Capacité à encadrer une équipe - Réactivité - Qualités rédactionnelles - Qualités relationnelles
Savoirs	Savoir-faire				
<ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance des méthodes projet (planification, cycles projet, méthodes de conception...) - Expérience dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage - Bonne maîtrise des outils bureautiques - Une connaissance des systèmes de gestion internes de l'ASP serait appréciée 	<ul style="list-style-type: none"> - Fortes capacités d'analyse et d'expertise - Rigueur et précision - Capacité à travailler en équipe - Capacité à encadrer une équipe - Réactivité - Qualités rédactionnelles - Qualités relationnelles 				
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Germain LAURENT – Directeur des Opérations RDR4 adjoint germain.laurent@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 07 13 <p><u>Pour les questions relatives au recrutement et aux Ressources Humaines :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC - Conseiller recrutement, mobilité et formation - mobilite@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 00 64 				



FICHE DE POSTE

FICHE DE POSTE	

IDENTIFICATION DU POSTE

<i>Intitulé du poste</i>	Responsable du pôle connaissances et gestion
<i>Nature du poste (administratif, technique)</i>	- Technique ou administratif - Catégorie A - Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement ou équivalent - Position normale d'activité pour un fonctionnaire d'Etat, détachement de la fonction publique territoriale ou hospitalière, ou subsidiairement CDD d'une durée de 3 ans éventuellement reconductible une fois

AFFECTATION, PRÉSENTATION DU SERVICE

<i>Service d'affectation</i>	Pôle connaissances et gestion
<i>Mission principale du service</i>	Le pôle comprend 4 chargés de mission basés au siège et recrute régulièrement des agents en CDD sur des missions de type « projet ». Il est notamment chargé de : - la connaissance et la gestion du patrimoine naturel, - la stratégie scientifique de l'établissement ainsi que de l'animation du Conseil scientifique (CS), - le suivi et l'animation de projets liés à l'activité agricole et forestière et aux ressources en eau, - le pilotage et l'animation du site Natura 2000 : « Massif de la Vanoise », - le pilotage de la gestion d'espaces confiés au parc national : réserves naturelles et APPB, - la veille sur des thématiques transversales : « Caractère du Parc et « Solidarité écologique ». Il assure le montage de projets dédiés à la connaissance ou à l'amélioration de la gestion des milieux, en incluant les volets administratifs et financiers, avec l'appui du secrétariat général.
<i>Composition du service (effectif)</i>	5 agents permanents, une chef de projet contractuelle et une secrétaire à mi-temps
<i>Positionnement de l'agent dans l'organigramme du service, (affectation, relations hiérarchiques)</i>	Poste placé sous l'autorité du directeur.
<i>Relations fonctionnelles</i>	Comité de direction, chefs de secteur, cellule systèmes d'information. Articulation particulière avec le pôle valorisation communication en matière de valorisation des patrimoines et d'instruction des dossiers de travaux, d'aménagement et d'agriculture durable.
<i>Affectation territoriale (siège, antenne, secteur...)</i>	Siège
<i>Résidence administrative</i>	Chambéry



MISSIONS ET ACTIVITES	
<i>Définition du poste : (Mission principale, objectifs du poste)</i>	<p>Le responsable du pôle est le garant, au regard de l'établissement et des partenaires, de la cohérence et de la pertinence des actions menées par les agents du pôle, qu'il facilite, dans les domaines de compétences du Pôle.</p> <p>Il peut mener en propre quelques actions, qui doivent préserver sa disponibilité pour le management de l'équipe et la coordination interne entre celle-ci et les autres équipes de l'établissement.</p>
<i>Missions et activités du poste</i>	<p>Pilotage et programmation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration des documents d'orientation et de programmation de l'Établissement (Charte, COP, programmes pluriannuels etc.) : contribution directe et animation, • Elaboration de documents stratégiques relevant de la compétence du service (Stratégie scientifique, feuilles de route). Pour cela il s'appuie sur les agents du service mais aussi sur le groupe des techniciens thématiques (techniciens patrimoine naturel, techniciens agriculture...), • Préparation et suivi du programme d'actions annuel relevant du service (Budget, programme de travail annuel), • Participation au comité de direction ; participation à des réunions en tant que membre du comité de direction (instances, CT etc.), • Relations avec le président du CS et le bureau du CS. • Elaboration des documents de pilotage conjoints en matière de connaissance avec les Parcs nationaux des Ecrins et du Mercantour <p>Animation et management interne du service :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la programmation de l'Établissement, • Organisation et animation de réunions de pôle régulières, • Coordination et animation interne sur des dossiers transversaux ou sollicitations externes au service ; organisation-animation de réunions de travail spécifiques, en tant que de besoin, • Gestion (répartition, suivi du traitement) des sollicitations et partenariats externes, • Gestion du temps de travail de l'équipe : veille sur plannings et échéances, répartition de la charge en travail au sein du Pôle, gestion des congés, • Appui aux agents du pôle, notamment sur les dossiers difficiles ou sensibles ; facilitation de leurs relations avec les partenaires ; appui au montage de dossiers complexes, à financement externe, • Gestion de la « continuité d'action du service » en cas d'absences de moyenne durée (organisation ou prise en charge des intérimés) ; <p>Mise en œuvre des feuilles de route :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation aux démarches et réunions internes « au titre du service » (évaluation des risques etc.) • Organisation et animation des réunions entre les chargés de mission du pôle et les techniciens patrimoine naturel des secteurs pour la mise en œuvre de la feuille de route scientifique ; entre les chargés de mission et techniciens agricoles pour la mise en œuvre de la feuille de route agriculture • Coordination de la mise en œuvre des groupes opérationnels (fonctionnement, budget) • Coordination de l'action des conservateurs des 4 RNN gérées par le Parc, en lien avec les chargés de mission référents et en assurant la transversalité nécessaire sur les thèmes le justifiant (accueil du public, éducation à l'environnement en particulier).



	<p>Représentation du Pôle auprès des partenaires extérieurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Participation aux réunions externes, en représentation du pôle (DDT, DREAL, APTV, etc.), Relations et partenariat avec le CEN Savoie et représentation du Parc, en absence du directeur, à son Conseil d'administration, Représentations des Parcs au conseil d'administration de l'Observatoire des Galliformes de Montagne Coordination de la mise en œuvre de la convention cadre avec le CD73 Relations avec l'OFB : participation au groupe de travail des « Responsables scientifiques » et aux démarches qu'il initie. Relations avec les services connaissance et gestion des Ecrins et du Mercantour <p>Animation du conseil scientifique en lien étroit avec son Président :</p> <ul style="list-style-type: none"> Préparation des réunions, secrétariat du CS et relations avec ses membres. <p>Portage en propre de productions techniques, dans les champs de compétence du pôle et selon les besoins</p>
<i>Intérêt, difficultés, contraintes du poste</i>	<ul style="list-style-type: none"> Vision globale de l'action du parc sur le territoire, partenaires variés, Facilitation de l'action des agents, Transfert de l'expérience acquise, Veille sur l'équilibre des volumes de tâches entre les agents du pôle et les techniciens patrimoine naturel des secteurs, Arbitrages éventuels en interne au pôle ou en inter pôles, Qualité des personnels et de leur engagement, Ingénierie financière. Lien entre les domaines de la connaissance et de la gestion, équilibre entre les deux. Nécessité de bonne information des chefs de secteurs et de bonne interface avec les autres services.
DISPOSITIONS PARTICULIERES	
<i>Situation contrainte d'un point de vue des effectifs nécessitant une grande capacité de priorisation</i>	

COMPETENCES REQUISES SUR LE POSTE	
Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)	<ul style="list-style-type: none"> Connaissance du territoire et des acteurs locaux Connaissances en biologie, écologie et biologie de la conservation Connaissance de base des concepts et méthodes de recueil et traitement des données (échantillonnage, détection, etc.)
Savoir-faire (technique et méthodologique)	<ul style="list-style-type: none"> Capacités managériales et d'animation d'équipe Compétences en médiation et négociation avec des acteurs externes Capacité de gestion de plans de charge en situation de contrainte (financière et de moyens humains) Compétences rédactionnelles
Savoir-être (attitudes et comportement attendu)	<ul style="list-style-type: none"> Qualités relationnelles et d'écoute des collaborateurs et partenaires Intérêt pour l'activité scientifique, curiosité intellectuelle Esprit de compromis ; aptitude à trouver l'équilibre entre l'ouverture et la fermeté

.../...



PROCEDURE DE RECRUTEMENT	
<i>Contact et envoi des candidatures</i>	Eva ALIACAR, directrice : 04 79 62 89 95 / 06 81 77 88 95 Julie-Anne JORANT, cheffe de pôle connaissances et gestion : 04 79 62 50 08 / 06 26 84 73 30 Lettre de motivation + C.V. à adresser à : secretariat@vanoise-parcnational.fr
<i>Délais-calendrier</i>	Candidatures à adresser au plus tard le 25 juin 2021 Entretien éventuel à prévoir le 7 juillet 2021 Prise de poste ou début de contrat le 1 ^{er} octobre 2021

